

« Sortir de la crise »

Discours de Guy Verhofstadt

Louvain, le 3 mai 2009

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Nombre d'ouvrages qui paraissent à une période comme celle-ci ne seraient jamais parus si aucune élection ne se profilait. Je me suis fait cette réflexion lorsqu'il ya quelques mois, j'entamais la rédaction de «Sortir de la crise ». En Belgique, il est bien entendu presque impossible de publier un livre sans rapport aucun avec les élections. Car, dans notre pays, une élection chasse l'autre.

Je vous prie de me croire, j'ai tenté de résister à la tentation mais, à mesure que la crise qui nous touchait se faisait impitoyable, ma colère face à l'incapacité affichée s'accroissait. Surtout face à l'incapacité politique que l'Europe donnait à voir. C'est de cette colère qu'est né cet ouvrage.

Pendant que j'écrivais, j'ai en tout cas tenté de bannir les élections de mon esprit. Je l'ai écrit comme si aucune élection n'était dans l'air. Comme si je n'étais pas candidat. Mon éditeur m'a encouragé et soutenu dans cette voie. Je tiens d'ailleurs à remercier expressément Monsieur Ammerlaan de *De Bezige Bij* pour l'agréable collaboration avec la maison d'édition qui est non seulement la plus importante, mais probablement aussi la meilleure de notre région

linguistique. Je tiens aussi à profiter de cette occasion pour remercier Patricia et Bart pour leur belle contribution introductive.

Chers amis,

L'on m'a toujours qualifié de « volontariste ». Quelqu'un qui voit la vie plus en rose qu'elle ne l'est, qui entrevoit toujours l'opportunité, pour qui le verre est toujours à moitié plein et jamais à moitié vide. Et même si j'ai toujours considéré ce « titre » comme honorifique, j'ai maintenant le sentiment qu'une large frange de la classe politique européenne est, effectivement, devenue volontariste. Ou, en tout cas, d'un optimisme maladif. En effet, on a parfois l'impression que l'autorité ne doit pas réagir à la crise, que l'on ne doit prendre aucune mesure, que toute action est devenue superflue. Le moindre signe est suffisant pour parler de reprise ou de léger redressement. Et pourtant, rien n'est moins vrai, chers amis. Il n'y aura pas de redressement sans mesures. Tout comportement de ce type ne mérite d'ailleurs pas le qualificatif de « volontariste » mais s'apparente plutôt à une « politique de l'autruche ». C'est comme fuir ses responsabilités. C'est une forme de « négligence coupable » et je suis conscient de la portée de mes mots.

Le temps d'un instant, passons la situation au crible. La situation que nous rencontrons aujourd'hui n'a rien d'une récession habituelle. Il s'agit de la crise économique la plus grave depuis les années trente. La situation que nous rencontrons aujourd'hui nous touche profondément. L'industrie se détériore à un train d'enfer. La production de fer et d'acier en Allemagne, premier exportateur mondial, a enregistré une chute de plus de trente pour cent. L'Union européenne affiche, quant à elle, une baisse de plus de quarante pour cent. La production américaine d'acier a même brusquement chuté de plus de cinquante pour cent. C'est-à-dire une réduction de moitié en une seule année. Et le secteur de l'acier

n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'implosion mondiale. Cette implosion entraîne dans le même temps une chute vertigineuse de la demande de matières premières ainsi qu'un effondrement des prix des matières premières. Pendant des années, ces prix des matières premières ont permis à des pays comme la Russie d'obtenir aisément des crédits. Maintenant que ces prix s'effondrent, des centaines de milliards d'euros de remboursements risquent d'être menacés. Des pertes se chiffrant en milliards. Lesquels s'ajoutent aux milliers de milliards qui ont fondu comme neige au soleil dans la crise financière internationale.

Les banques et les bourses, terres nourricières du désastre, continuent aussi à souffrir et les pertes s'amoncellent. 20 milliards pour la banque suisse UBS. 20 milliards aussi pour Fortis. 28 milliards de livres pour la Royal Bank of Scotland britannique. Et même 100 milliards de dollars pour l'assureur américain AIG, entre-temps nationalisé.

Résultat : tous les pays occidentaux et le Japon ont plongé dans une récession sévère. Cela sous-entend que l'économie enregistre une contraction pendant au moins deux trimestres successifs. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale se dirige cette année tout droit vers une récession de 1,3 pour cent. A en croire l'OCDE, les perspectives sont encore moins bonnes. L'économie mondiale devrait se contracter de 2,7 pour cent. Le PIB des Etats-Unis et de la zone euro devrait chuter de 4 pour cent. Celui de l'Allemagne de 5,3 pour cent, de la Russie de 5,6 pour cent et du Japon de 6,6 pour cent. L'on n'a pas vu résultats plus médiocres depuis 1945.

Les prévisions de déficits budgétaires sont tout aussi dramatiques. Moins 2,9 pour cent pour l'Allemagne, moins 3,5 pour la Belgique, moins 4,6 pour la France et moins 11 pour l'Irlande. Et les Etats-Unis, excusez du peu, foncent sur un déficit de quelque 12 pour cent. Vous avez bien entendu, moins 12 pour cent.

Ces chiffres me rappellent le début des années quatre-vingts, lorsque j'eus le triste privilège, en qualité de ministre du Budget, de pouvoir attaquer de front les déficits colossaux, à grand renfort de mesures drastiques de restriction budgétaire. C'est à cette époque, et non sous la pression des critères d'adhésion du Traité de Maastricht comme l'on aime le laisser entendre de nos jours, que l'assainissement de nos finances publiques s'est amorcé. Mais tout cela, soit dit en passant.

L'incidence sur l'emploi menace également de prendre des proportions que nous n'avons plus connues depuis la Grande Dépression des années trente. L'Organisation internationale du Travail estime à cinquante millions l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi à l'échelle mondiale. C'est cinq fois la population totale de notre pays.

Et ces chiffres ne sont rien à côté de la situation du tiers-monde. On n'en parle que rarement. Pourtant, cette partie du monde est le théâtre de la plus grosse catastrophe. Cinquante millions de personnes risquent de s'enfoncer davantage dans une pauvreté extrême. Elles seront contraintes de vivre avec moins de deux dollars par jour. Et cette fois encore, le risque est grand que les enfants en soient les principales victimes. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, la mortalité infantile sera multipliée par deux sous l'effet de la crise. Quatre cent mille enfants. Voilà un chiffre qui nous laisse tous pantois.

Mesdames et Messieurs,

A l'écoute de ces chiffres dramatiques, surgit inévitablement la question suivante : quand cette situation prendra-t-elle fin ? Quand en reviendrons-nous à des temps économiques normaux ? Autrement dit, à quelle distance du point le plus critique nous situons-nous ? Ou, ce point critique est-il déjà derrière nous ?

Les prévisions divergent, comme toujours. Il y a les optimistes qui disent que nous pouvons déjà nous attendre à une reprise en 2010. Mais ce groupe se réduit chaque jour. De plus en plus, l'on prend conscience du fait que nous sommes encore loin de sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Que la crise perdurera encore. Jusqu'en 2011. Peut-être même 2012. En tout cas, seule l'histoire nous le dira.

L'histoire nous donne l'exemple du Japon. En effet, ce pays a connu au début des années nonante une situation quasi similaire à celle qui nous occupe aujourd'hui. Les causes en sont semblables. Chacun a encore en mémoire le miracle économique japonais des années quatre-vingts. Des chiffres de croissance spectaculaires fondés sur les nouvelles technologies, la robotique, l'électronique ; Toshiba et Toyota en étant les principaux symboles. Pourtant, dans le même temps, se créait au Japon une gigantesque bulle immobilière. Au début des années nonante, le prix du mètre carré dans le quartier de Ginza à Tokyo avait augmenté pour atteindre la somme astronomique de cent millions de yens, soit près d'un million de dollars. Avec la valeur de l'ensemble de l'immobilier de la ville de Tokyo, les Japonais auraient alors pu devenir propriétaires des Etats-Unis. Mais, pour citer les propos du lauréat du Prix Nobel, Paul Krugman : « bubbles always burst », les bulles finissent toujours par imploser. Le Japon n'a pas fait exception. Tout comme aux Etats-Unis l'an dernier, la bulle immobilière japonaise implosa au début des années nonante. En outre, le Japon dut simultanément faire face à un effondrement de la bourse et du marché de l'immobilier, entraînant son lot de pertes bancaires massives et de surendettement excessif. Une crise sévère s'ensuivit et surtout une apathie économique de longue durée. La croissance économique s'effondra, passant de 8 pour cent en 1990 à 0 pour cent en 1994. Et la bourse japonaise perdit la moitié de sa valeur en à peine trois années.

Le pire, c'est qu'aujourd'hui, près de vingt ans plus tard, le Japon ne s'en est pas encore totalement remis. Le gouvernement japonais a pourtant essayé toutes les recettes imaginables. D'abord, il tenta de mettre la machine en marche via un solde budgétaire négatif. Sans résultat. Les ménages se sont tout simplement mis à épargner davantage. L'effet sur l'économie s'est avéré nul. Combinée au vieillissement de la population et à l'augmentation des dépenses de pensions et soins de santé, cette approche a contribué à alimenter une dette publique d'un montant astronomique. Les investisseurs étrangers ont commencé à douter de la santé du modèle japonais. La réaction du gouvernement japonais fut d'adopter un ensemble de mesures drastiques de restriction budgétaire. Ce qui se traduisit par un nouveau sursaut de la récession. Suivit alors une série de mesures de stimulation. Pas moins de douze plans de relance furent élaborés en douze ans. Les décideurs politiques japonais ne savaient plus à quel saint se vouer. Un pas en avant, un pas en arrière. Cette situation allait perdurer jusqu'en 2003. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'économie japonaise commence à montrer les premiers signes de redressement. Ce ne fut possible qu'après avoir assaini le secteur bancaire. Grâce à un plan de relance massif de pas moins de cinq cent milliards de dollars. Depuis lors, plus aucun ouvrage n'est consacré au miracle japonais.

Mesdames et Messieurs,

Je pense que le pourquoi de la pertinence pour l'Europe de ce récit japonais est évidente. A l'instar du Japon, l'Europe est caractérisée par une population très vieillissante. Elle fait donc face à un énorme défi en matière de financement des pensions et soins de santé. Tout comme le Japon, l'Europe a un gros problème avec ses banques. Et exactement comme au Japon, une apathie économique de plusieurs années menace l'Europe.

Car, comme au Japon où, à l'époque, une approche cohérente faisait défaut, l'Europe ne dispose aujourd'hui d'aucune réponse cohérente. Le Japon a sombré dans un marasme économique en adoptant une politique de « stop and go ». L'Europe est destinée à subir le même sort avec une inflation à (...). Au lieu de formuler une réponse européenne unique à la crise comme le font les Américains, chaque pays avance sa propre réponse et son propre plan. Prenons le problème des banques. La Grande-Bretagne a nationalisé ses banques, la France a acquis des participations, l'Allemagne a procédé à quelques recapitalisations et, au Benelux, nous combinons un peu toutes ces approches. Mais ce qui surprend surtout, c'est qu'il n'est pas question d'une solution globale pour le secteur bancaire européen, capable de restaurer la confiance dans les marchés financiers.

Le constat est identique au niveau des plans de relance. Impossible de déceler dans ces plans la moindre cohérence. La Grande-Bretagne met l'accent sur les réductions de TVA. La France, par contre, voit son salut dans la création de fonds souverains. L'Allemagne, pour sa part, mise sur l'enseignement et l'infrastructure. Les Pays-Bas, quant à eux, ne jurent que par les subventions à l'exportation. L'Espagne, par la stimulation de la construction d'habitations individuelles. Et la Pologne augmente le cofinancement des fonds structurels européens. Et caetera. Et caetera. Un interminable catalogue de priorités, toutes différentes. A la limite de la nuisance réciproque.

Mais le retour du protectionnisme est un aspect plus problématique encore. Partout, nous assistons au repli des pays à l'intérieur de leurs frontières nationales. L'Amérique a l'honneur douteux d'être la première à avoir inséré dans son plan de relance une clause « buy American ». Mais le reste du monde s'est empressé de suivre l'exemple. La France a décidé de soutenir Citroën-Peugeot et Renault à condition qu'ils ne délocalisent aucune usine à l'étranger.

Berlusconi a suivi le même raisonnement avec l'entreprise turinoise Indesit. L'Allemagne refuse de se montrer transparente et coopérante par rapport aux négociations qu'elle mène au sujet d'Opel. En Grande-Bretagne, ils ont même élaboré un plan dénommé « British jobs for British workers ». Et je m'abstiens encore de parler du rôle des Pays-Bas dans l'affaire Fortis.

Mesdames et Messieurs,

Le protectionnisme est en opposition claire avec chaque fibre du projet européen. Avec toute logique européenne. La prospérité de l'Europe repose précisément sur l'abolition de tout protectionnisme. Car le passé nous a appris qu'il n'était pas une solution à la crise, mais au contraire qu'il ne faisait que l'aggraver. Tel était le cas lors de la Grande Dépression. Tel ce fut de nouveau le cas au lendemain de la Première Guerre mondiale. En bref, la voie qui nous mènera vers la sortie de crise ne réside pas dans moins d'Europe et plus de nationalisme mais justement dans plus d'Europe et moins de protectionnisme. En d'autres termes, l'Europe n'est pas le problème mais bien la solution.

Les puissances capables de sortir le monde de l'impasse sont en effet peu nombreuses : les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et les pays dits BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine. La question est de savoir qui occupe la meilleure position de départ ? Qui dispose d'une classe moyenne forte ? Qui présente une population fortunée suffisamment grande dont le pouvoir d'achat permettrait d'inverser la tendance ? Parmi les pays BRIC, la classe moyenne croît à une vitesse fulgurante mais elle représente encore moins de la moitié de la population. Aux Etats-Unis, la classe moyenne s'est lourdement endettée. Elle se paupérise à mesure qu'elle emprunte de l'argent. Le Japon se porte mieux en théorie. Il dispose d'une classe moyenne nombreuse. Hélas, depuis vingt années déjà, il se repose sur ses lauriers.

Il ne reste plus que l'Europe. Et plus l'on observe notre continent, plus la lumière se fait sur le potentiel à notre disposition. Nous disposons d'un marché unifié de près de cinq cent millions de consommateurs disposant de moyens financiers. Une classe moyenne représentant septante-cinq pour cent de la population. Une capacité d'épargne de près de douze pour cent. Ajoutons à cela la nouvelle monnaie, l'euro. Qu'aurions-nous fait ces derniers mois sans l'euro ? Sans l'euro, un grand nombre de pays se seraient, sans aucun doute, retrouvés en difficulté. Submergés par une cascade de dévaluations. Mieux vaut ne pas penser à ce que serait devenu notre pays sans l'euro. L'euro a été notre bouée de sauvetage et doit désormais être notre levier. Notre levier pour sortir l'économie mondiale du marasme.

Mesdames et Messieurs,

L'Europe a un gros potentiel. Mais aussi un gros problème. Une seule vaste menace d'orage plane sur le redressement de l'Europe. Un nuage noir qui nous prive de toute liberté de mouvement si nous ne le dissipons pas. Je veux bien entendu parler de nos banques. Le secteur bancaire européen est notamment alourdi par le poids énorme des dettes. Des dettes accumulées dans le monde virtuel des produits toxiques. Ces produits toxiques que tout le monde connaît désormais. En ce qui me concerne, je les ai découverts avec un étonnement croissant au fur et à mesure que j'écrivais. Comment, via la titrisation, l'on est néanmoins parvenu à convertir en titres liquides et négociables des actifs qui ne sont pas liquides, du type crédits hypothécaires, crédits à la consommation ou créances commerciales ? Ou comment l'on a simplement pu combiner des actifs financiers d'origines diverses ou comportant des risques divers pour en faire de nouveaux titres négociables ? Pour ensuite les revendre. Sous les appellations MBS, RMBS, CMBS, ABS, CDO, SIV, SPV, etc. Le produit le plus bizarre est

sans conteste celui désigné par l'abréviation CDS, pour « Credit Default Swap » en vertu duquel des tiers peuvent souscrire une police d'assurance. Ce sont des assurances virtuelles qui ont plus leur place dans un casino. Car si ce qui est couvert par la police d'assurance se produit par accident, ce n'est pas seulement la victime mais tous ceux qui ont souscrit la police qui percevront l'argent des assurances. C'est ainsi que l'on a créé, en plus de la bulle immobilière, une gigantesque bulle financière. Le plus grand assureur américain, AIG, était par exemple redevable de pas moins de cinquante mille milliards de dollars (...). Ce chiffre correspond au produit intérieur brut total du monde.

Mais, contrairement à ce que pensent beaucoup, le principal problème n'est pas le secteur bancaire américain mais bien le secteur bancaire européen. Aux Etats-Unis, le levier, « leverage » en anglais, c'est le rapport entre les fonds propres et le passif total qui est de un pour trente. En Europe, il est de un pour cinquante. Vous avez bien compris, un pour cinquante. Autrement dit, pour chaque euro de capital propre, les banques européennes ont emprunté pas moins de cinquante euros. En d'autres termes, les institutions financières se retrouvent face à un problème gigantesque. Et tant que nous ne serons pas à même de le résoudre, tant que nous ne retirerons pas les produits toxiques des portefeuilles des banques, en bref, tant que les banques européennes ne recouvreront pas la santé, nous ne parviendrons pas à surmonter les difficultés. Le scénario le plus vraisemblable est alors que l'Europe va sombrer dans un état de somnolence à la japonaise et devra faire face des années durant à une paralysie économique.

Que devons-nous faire pour empêcher cela ? En priorité, mettre de l'ordre sur les marchés financiers. Ce n'est qu'alors que la confiance reviendra. A cet égard, pas question d'organiser un contrôle à l'échelle strictement nationale. Dans un monde financier globalisé, cette idée relève de l'absurde. La crise actuelle a suffisamment démontré à quel point ça ne fonctionnait pas.

Idéalement, ce contrôle doit être effectué à l'échelon mondial par une instance unique. Mais, c'est sans doute illusoire. Une solution plus réaliste serait de créer un régulateur financier unique sur le sol européen : un « European Financial Supervisor » unique. Peu importe qu'il évolue au sein de la Banque centrale européenne ou en parallèle de celle-ci. L'important étant qu'il s'agisse d'un chien de garde européen pour la zone euro et non de l'énième organe de coordination d'instances de contrôle nationales. En effet, en continuant de faire la distinction entre le niveau national et le niveau européen, l'on se dirige inéluctablement vers une désintégration du marché unique. Et il ne s'agit aucunement de propos en l'air. Cette désintégration est d'ores et déjà en cours. Elle est incarnée par des banques qui, sous le coup de la crise, vont se concentrer sur leur marché national. Ou par des banques qui ont purement et simplement été nationalisées.

Ce « European Financial Supervisor » doit non seulement contrôler les marchés financiers européens mais aussi décréter de nouvelles normes, formuler de nouveaux standards. Oui, et même une nouvelle éthique. Je ne comprends pas pourquoi les produits laitiers, les légumes et la viande devraient être soumis à un contrôle de qualité tandis que les produits financiers en seraient exempts. Il appartient à l'Europe de jouer ici un rôle de pionnière et de définir un cadre réglementaire à la fois plus efficace et plus transparent.

La deuxième mesure doit être la recapitalisation du secteur bancaire européen. Divers Etats membres sont intervenus massivement au niveau de leurs institutions financières. Et c'était indispensable pour éviter une implosion totale. Toutefois, cela n'a pas contribué à restaurer la confiance. Cette confiance parmi les banques ne pourra être rétablie que moyennant l'implémentation d'un plan cohérent articulé grosso modo autour de trois étapes. La première étape prévoit de créer la transparence parfaite au niveau des quarante plus grandes banques

européennes. Quelles pertes enregistreraient-elles si la profonde récession devait perdurer ? Pour l'heure, nous ne disposons pas de ces informations. La deuxième étape consiste à répartir ces banques en trois groupes sur la base de « tests de stress » : celles qui sont suffisamment armées et qui peuvent se passer d'aide publique, celles qui ont besoin d'une aide publique pour couvrir des pertes éventuelles et celles pour lesquelles toute aide publique se révélerait vaine. Ensuite, nous devons nous concentrer sur le deuxième groupe et recapitaliser ces banques. Bien entendu, cette mesure n'est pas gratuite.

En même temps que cette recapitalisation, nous devons nous atteler à l'épurement des produits toxiques. Toutes les banques sont concernées. En effet, aussi longtemps que ne fut-ce qu'une banque détient encore des produits toxiques, la crainte de voir se propager ces produits demeurera omniprésente. Et, par conséquent, la confiance ne se rétablira nullement. La solidité d'une chaîne dépend du maillon le plus faible.

Nombre de solutions nous permettraient de résoudre ce problème. Je ne vais pas toutes vous les énumérer. En revanche, dans mon livre, je vous présente une variante du plan Geitner aux Etats-Unis. J'estime que nous devons mettre en place une banque européenne, une *bad bank*, au sein de laquelle nous regrouperions tous les produits toxiques. Ainsi, dans le même temps, toutes les autres banques se verraient épurées. Ce qui leur permettrait de prendre un nouveau départ et de se focaliser de nouveau sur leurs activités centrales, à savoir l'octroi de crédit aux particuliers et aux entreprises. Dans l'intervalle, la mission de la *bad bank* consisterait à retirer le plus de valeur qui soit de ces produits toxiques. Reste à déterminer qui va devoir financer le tout. J'estime que le contribuable ne doit pas en faire les frais. Ce serait parfaitement inacceptable. De là l'idée de prélever une dîme sur toutes les banques assainies pour financer cette opération.

Je le répète, je demeure convaincu que la création d'un régulateur financier européen, la recapitalisation des banques et la mise en place d'une *bad bank* constituent trois conditions sine qua non pour qu'à court terme, l'Europe puisse sortir du marasme et éviter un scénario-catastrophe à la japonaise.

Toutefois, Mesdames et Messieurs, une fois remplies ces conditions, la fin du combat n'est pas encore en vue, pas plus que la victoire n'est remportée. En effet, la présente crise anéantit de larges pans de notre tissu économique. Il s'agira donc de poser de nouvelles fondations économiques, ce qui ne peut se faire que par la mise en branle d'une action européenne à grande échelle – et d'un plan d'investissement. Un « europlan ».

La philosophie sous-tendant ce plan est simple. Les crises représentent des défis. Les défis sont d'autant plus grands que les crises sont sévères. Nous ne pouvons nous permettre de dilapider cette crise. Bien au contraire. Nous devons l'utiliser pour transformer radicalement l'économie européenne. Pour que l'Europe puisse assumer le leadership dans le contexte de la nouvelle économie qui s'annonce à l'échelle mondiale. Partant d'une société verticale, fondée sur la centralisation, la synchronisation, la standardisation et la massification, nous évoluons de manière fulgurante vers une société horizontale où diversification et personnalisation constituent la norme. Où sont révolus les temps des cloisons entre secteurs, pays ou économies.

C'est à nous de choisir. Soit l'Europe demeure un éternel suiveur. Soit nous décidons de mener la danse. L'Europe est alors celle qui pose les balises et assume le leadership. Je choisis cette dernière option.

Il convient donc de faire l'inverse de ce que nous faisons. Ou, justement, de ce que nous ne faisons pas. En effet, aujourd'hui, nous n'avons aucun plan européen digne de ce nom. Tout au plus avons-nous une addition des divers plans de relance nationaux, nappée de quelques menus efforts de la Commission européenne et de la Banque européenne d'investissement. En tout, il s'agit à peine de deux cent milliards d'euros, soit 1,5 pour cent du PIB. Aux Etats-Unis, le plan Obama se chiffre à 780 milliards de dollars, soit 6 pour cent du PIB. Quatre fois plus donc.

Par habitant, cette distinction s'avère encore plus criante. En effet, aux Etats-Unis, plus de deux mille euros par habitant sont affectés à la relance, alors qu'en Europe, il s'agit de moins de cinq cent euros. Ce qui est particulièrement insuffisant. L'effort européen doit être élevé au niveau de celui des Américains. Il nous faut au moins quatre cent milliards d'euros pour avoisiner peu ou prou l'effort américain.

Contrairement aux Etats-Unis, nous ne devons pas affecter (une part de) ce montant à la relance artificielle du pouvoir d'achat des ménages mais à des investissements durables. Des investissements à long terme. Résultant en des emplois durables et un pouvoir d'achat réel. Ces investissements devront être horizontaux. Transcender les frontières. Transcender les secteurs. Plutôt que d'améliorer les prestations individuelles d'un certain nombre de secteurs classiques tels que le transport ou l'énergie, nous devons opter pour une approche en cascade. Ce qui sous-entend la fusion de certains secteurs. Ainsi que l'élévation de l'économie européenne et son évolution vers un réseau intégré d'entreprises transsectorielles et de partenariats.

Cela doit également induire des innovations transsectorielles. Pour ce faire, les entreprises devront joindre leurs efforts en matière de recherche et de

développement et, par la suite, entrer en concurrence sur les nouveaux marchés qu'elles auront développés. Idéalement, une institution existante telle que la banque européenne d'investissement opérerait le choix des investissements. Deux critères s'avéreront déterminants lors de ce choix : le rendement et la durabilité. La durabilité sous-entend qu'il est question d'investissements rentables à long terme ne constituant un fardeau supplémentaire ni pour la société ni pour l'environnement. Par rendement, nous entendons que les recettes doivent, à terme, dépasser l'investissement.

Mesdames et Messieurs,

L'objectif de ces nouveaux investissements est de créer une nouvelle économie européenne, axée sur l'avenir. Tout d'abord, cette économie devra être non fossile. Ce qui est impératif pour lutter contre le changement climatique. Mais c'est également d'une importance vitale pour notre économie. Aujourd'hui, le marché de l'énergie renouvelable représente déjà, à l'échelle de l'Union européenne, trois cent mille emplois et un chiffre d'affaires de vingt milliards d'euros. Ces chiffres connaîtront une croissance exponentielle dans un proche avenir. Ce n'est, en effet, pas un hasard si la révolution écologique constitue également le point prioritaire du plan du président Obama. Il s'agit concrètement de repenser radicalement notre approvisionnement énergétique. Par le biais d'une diversification et d'une décentralisation poussée à l'extrême, nous devons parvenir, à l'instar de l'Internet, à un véritable réseau connectant une quantité innombrable de producteurs individuels d'énergies renouvelables. Un réseau où chaque ménage est à la fois producteur et consommateur d'énergie. Les applications qui en découlent sont gigantesques. Pensons par exemple au compteur intelligent, permettant de remplacer les compteurs analogues d'électricité, d'eau et de gaz par un seul compteur numérique et, partant, de suivre ou de réduire sa consommation, minute par minute.

En second lieu, l'europlan doit s'atteler résolument à la crise aiguë que connaît la mobilité. Pour éviter que, sous peu, l'on se retrouve tous à l'arrêt dans nos villes et autour de celles-ci, infrastructure, logistique et écologie doivent être mis en harmonie. A cet effet, il convient d'accélérer la concrétisation des réseaux transeuropéens, les RTE, dans trois secteurs cruciaux : le transport, la télécommunication et l'énergie. Ces réseaux constitueront, en effet, les artères vitales de notre future économie.

En troisième lieu, l'europlan devra investir massivement dans le vieillissement démographique. A l'instar du Japon, où le vieillissement démographique constitue l'une des causes principales du ralentissement de la croissance, l'avenir démographique européen s'annonce également problématique. Je ne vous apprends rien. En 2050, l'Union européenne comptera presque un tiers de seniors. Deux défis de taille nous attendent dès lors : le financement de nos pensions et l'accès garanti à des soins de santé de qualité. Cependant, nous pouvons faire de ces deux défis des opportunités nouvelles. Grâce à de nouvelles applications technologiques au confluent de la médecine, de l'économie et des sciences sociales. Nous passerons ainsi d'un régime de soins de santé curatif à un régime préventif où nous tenterons de prévenir les maladies chroniques par des traitements personnalisés, notamment au moyen de nouvelles applications TIC.

Pour finir, il nous reste à développer de nouveaux réseaux de TI et de TIC. Car nous risquons de ne plus jouer dans la cour des grands. Notamment en matière de large bande. Le problème majeur réside dans le fait que l'Europe dispose d'une succession de réseaux nationaux auxquels seuls les champions nationaux ont accès. Il ne s'agit pas uniquement d'un cas de protectionnisme à l'état pur mais c'est surtout l'innovation tellement vitale qui s'en trouve entravée. La seule

solution alternative revient à investir dans un réseau européen ultra rapide et unique à la fois.

Mesdames et Messieurs,

Voici donc les défis cruciaux que l'europlan devrait relever au plus vite. Toutefois, je perçois dans vos yeux quelques interrogations majeures. La question de savoir, par exemple, si ce plan européen est bel et bien réaliste. Ou celle de savoir s'il y a suffisamment de volonté politique pour le réaliser. Et, surtout, la question de son financement. Car les montants dont il est question sont phénoménaux.

Dans les deux à trois années à venir, l'europlan et la recapitalisation du secteur bancaire européen exigeront des moyens financiers qui s'élèveront à au moins mille milliards d'euros. Il est actuellement irréaliste d'imposer aux Etats membres de libérer ce montant vu qu'à l'heure actuelle, ils font déjà tous face à de sérieux déficits. L'unique solution alternative consiste à faire appel au marché international de capitaux. Et ce, par le biais de l'émission d'euro-obligations. La banque européenne d'investissement ou un fonds d'investissement et de stabilité européen spécialement conçu à cet effet devrait les émettre et les placer sur le marché international de capitaux. La demande de ce type d'obligations est très élevée de nos jours. Chaque obligation mise sur le marché par une autorité stable ou une entreprise de renom trouve, en effet, un souscripteur en un clin d'œil. Qui plus est, l'euro jouit d'une confiance solide. Toutefois, comme l'Union européenne n'émet pas d'obligations en tant que telle, ce sont les obligations américaines qui recueillent tous ces investissements à l'échelle mondiale. En d'autres termes, nous laissons en rade un capital phénoménal. Des montants colossaux. Des possibilités d'investissement gigantesques. De là l'idée d'émettre le plus rapidement possible des euro-

obligations. Pour un montant de mille milliards d'euros. S'il représente à peine une fraction du marché obligataire mondial, ce montant permettrait néanmoins à l'économie européenne de faire un énorme bond.

Reste bien entendu la question de savoir si ce projet est entouré d'une volonté politique suffisante. Car nous voyons que la Commission européenne ne parvient pas à mettre en place un plan d'une certaine envergure. Nous voyons que les membres du Conseil européen sont aspirés par une spirale protectionniste. Nous voyons que l'on ne parvient même plus à s'accorder quant à l'émission d'euro-obligations, même si cela impliquerait vraisemblablement une diminution de l'intérêt à payer par tous les pays. Comment s'attendre dès lors à ce que l'on décide d'un plan dont la facture est estimée à mille milliards?

A vrai dire, je crains que ni la Commission ni le Conseil ne soient à même de faire le pas dans les mois à venir. Faute d'une dynamique suffisante. Faute de volonté politique, surtout. Mais, plus que tout, faute d'un indispensable « sens de l'urgence ». Croyez-moi, dans deux ans, la situation sera tout autre. Dans deux ans (slide FMI). Bref, dans deux ans, nous constaterons que la Chine, la Russie, l'Inde et les Etats-Unis auront bel et bien remonté la pente. Que leur croissance économique sera à nouveau au rendez-vous. Nous, en revanche, tout comme le Japon dans les années nonante, nous serons dans l'impasse économique. Pour ne pas avoir assaini nos banques. Pour ne pas avoir suffisamment investi. Pour avoir reproduit les erreurs protectionnistes du passé. Bref, pour ne pas avoir pu dépasser nos intérêts nationaux caducs. Eh bien, ce n'est qu'à ce moment, ce n'est qu'à cet instant douloureux, que l'Europe se réveillera et entrera en action. C'est alors que, partant de l'arrière-garde, l'on tentera de sauver des millions d'emplois perdus, de ramener dans notre giron des milliers d'entreprises délocalisées et de redresser la barre de nos trajectoires budgétaires.

Je le répète, il ne faut pas forcément en arriver là. Il existe une autre voie. Celle d'un parlement européen remis à neuf. D'un parlement européen nouveau style. D'un parlement qui opte résolument pour plus d'Europe et plus de dynamisme. Qui a le courage d'aller à l'encontre d'une Commission qui n'a ni la capacité ni la faculté d'accoucher d'une stratégie anticrise crédible et de la défendre devant le Conseil européen.

C'est la raison pour laquelle je me présente aux élections européennes. Mon objectif étant des plus clairs : forger une coalition dépassant les frontières, tant celles des pays que celles des partis. Une coalition regroupant tous ceux qui veulent sortir de la crise, regroupant tous ceux qui veulent contraindre la Commission d'assumer enfin ses responsabilités. Et cette majorité existe au sein du parlement européen. Il suffit de l'organiser.

Aujourd'hui, j'aimerais dès lors lancer non seulement mon livre, mais encore un appel. Un appel à tous les candidats qui se présentent. A tout qui ne veut pas moins mais bien plus d'Europe : constituons ensemble une coalition européenne. Parce que c'est le minimum minimorum que méritent les citoyens européens. Parce que c'est l'unique voie pour surmonter la crise.

Je vous remercie.